



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

élections régionales

Question au Gouvernement n° 3452

Texte de la question

CAMPAGNE DES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Mme la présidente. La parole est à M. Claude Goasguen, pour le groupe Les Républicains.

M. Claude Goasguen. Monsieur le Premier ministre, je m'adresse à vous en votre qualité de deuxième personnage de la République – car tel est votre rang protocolaire.

Nous avons subi deux affronts pendant cette campagne électorale. Un personnage éminent de la République – qui, aujourd'hui, vient de désertir son bureau – a osé proférer à l'égard d'une candidate des insultes graves, qui relèvent du reste du pénal, au titre tant de l'injure publique que de la diffamation. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains. – Protestations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)* Ces propos sont des incitations à la haine raciale. *(« Occident ! » sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)* Ces propos, accusant Mme Péresse de favoriser la race blanche, doivent être poursuivis pénalement. *(« Et Morano ? » sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

La deuxième insulte, monsieur le Premier ministre, nous la subissons quand le président de l'Assemblée nationale n'a pas le courage de venir s'expliquer devant l'hémicycle. *(Huées sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

Quant à vous, monsieur le Premier ministre, qui êtes le plus éminent représentant de la République après son Président et qui êtes également chargé de garantir la moralité des institutions, comment avez-vous pu ne pas réagir ? Pourquoi avez-vous approuvé par votre silence, voire par vos propos, quelque chose qui était purement infamant pour la Ve République ?

Monsieur le Premier ministre, ma question est simple : aujourd'hui, allez-vous sortir de la campagne électorale et vous comporter comme le deuxième personnage de l'État, en condamnant les propos du président de l'Assemblée ? *(Applaudissements, exclamations et huées sur les bancs du groupe Les Républicains. – Huées sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Mme la présidente. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Goasguen, vous nous invitez à sortir de la campagne électorale ? Sortez-en vous-même. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. Franck Gilard. Il est vrai que vous êtes déjà dans la suivante !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Les Français, cela a été dit tout à l'heure, qui ont voté ces deux derniers dimanches ont, je le crois, et même s'il faut être particulièrement lucide à cet égard, donné force à la démocratie par leur participation et par leur choix de barrer la route à l'extrême droite. (*« Ce n'est pas la question ! » sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*) Aujourd'hui, je préfère, quant à moi, me féliciter une nouvelle fois – vous auriez pu le rappeler, dans votre évocation des polémiques et des débats survenus au cours de cette campagne, notamment entre les deux tour – de l'attitude des responsables de la gauche qui, dans la région Nord-Pas de Calais-Picardie, dans le Grand Est et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ont permis à Xavier Bertrand, à Philippe Richert et à Christian Estrosi d'être élus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Philippe Meunier. Quand répondrez-vous à la question ?

M. Jean-Luc Reitzer. Manipulation !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il n'y a aucune manipulation : c'est un rappel.

En deuxième lieu, monsieur Goasguen, ce dont, précisément, les Français ne veulent plus, c'est de ce genre de séance, de ce genre de polémiques par lesquelles on cherche en permanence à nourrir la division. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – « La question ! La question ! » sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Les polémiques sont derrière nous. Claude Bartolone a encore dit ce matin ce qu'il fallait dire sur le sujet. Il est président de l'Assemblée nationale. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Claude Goasguen. Alors pourquoi n'est-il pas là ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. J'invite les uns les autres à respecter précisément les institutions et, plutôt que de chercher la polémique absurde et incessante, à nous respecter et à œuvrer pour les Français. C'est en effet ce qu'ils attendent de nous, et non pas ce genre de débats et de polémiques. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Laissez ces polémiques derrière nous, monsieur Goasguen, et soyons, encore une fois, à la hauteur de ce qu'attendent les Français. Je veux répéter une nouvelle fois mon soutien et ma confiance à Claude Bartolone. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. Vives protestations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Philippe Meunier. Comme d'habitude vous n'êtes responsables de rien !

Données clés

Auteur : [M. Claude Goasguen](#)

Circonscription : Paris (14^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3452

Rubrique : Élections et référendums

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [16 décembre 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 décembre 2015](#)